

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger	50 fr.	30 fr.
	Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

RADIOTELEGRAMME

Dakar, le 17 octobre 1938

GOUVERNEUR GÉNÉRAL A. O. F.

à COMMISSAIRE RÉPUBLIQUE LOMÉ

257 Cab. — Quitte Dakar ce jour pour reprendre congé interrompu stop Vous remercie ainsi que tous vos collaborateurs et population européenne et indigène pour la belle tenue et le loyalisme de tous pendant moments tragiques que France a traversés.

DE COPPET

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1938

- 16 septembre — Décret approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget spécial sur fonds d'emprunt du Territoire (exercice 1937). (Arrêté de promulgation n° 590 du 25 octobre 1938). 661
- 18 septembre — Décret portant modification au décret du 3 novembre 1934 organisant les sociétés indigènes de prévoyance au Togo. (Arrêté de promulgation n° 591 du 25 octobre 1938). 662

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- 2 octobre — N° 7 S. T. — Arrêté fixant la procédure d'homologation des tarifs des chemins de fer du territoire du Togo. 663
- 1^{er} juin — N° 316 — Arrêté modifiant les tarifs du chemin de fer. 664

- 1^{er} juin — N° 317 — Arrêté créant un tarif spécial G. V. 10 pour le transport des colis d'un poids maximum de 50 kilogrammes. 664
- 25 août — N° 486 — Arrêté supprimant le prélèvement de 20% sur les indemnités encore soumises à cette réduction. 665
- 16 octobre — N° 581 bis — Arrêté donnant le nom de « Dispensaire Paul Kalipé » à la formation sanitaire de Vogan. 665
- 18 octobre — N° 582 — Arrêté fixant les surtaxes aériennes. 665
- 18 octobre — N° 583 — Arrêté ouvrant certains bureaux gares aux communications téléphoniques privées. 666
- 20 octobre — N° 585 — Arrêté prononçant le rétablissement du cercle d'Anécho. 666
- 20 octobre — N° 586 — Arrêté portant approbation de rôles supplémentaires 1938 des cotisations de certaines sociétés indigènes de prévoyance du Territoire. 667
- 24 octobre — N° 589 — Arrêté fixant le prix de vente des coupons-réponse internationaux. 667
- Nominations, mutations etc... concernant le personnel. 667
- Divers. 668

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

- Activité de chacune des sections de la Société Indigène de prévoyance d'Atakpamé. 670

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Budget sur fonds d'emprunt

ARRETE N° 590 promulguant au Togo le décret du 16 septembre 1938 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture

de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget spécial sur fonds d'emprunt du Territoire (exercice 1937).

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 16 septembre 1938 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget spécial sur fonds d'emprunt du Territoire (exercice 1937);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 16 septembre 1938 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget spécial sur fonds d'emprunt du Territoire (exercice 1937).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 mai 1937 approuvant le budget spécial sur fonds d'emprunt annexé au budget local du Togo, exercice 1937;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 284 bis pris par le Commissaire de la République au Togo, en conseil d'administration le 20 mai 1938 et portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget spécial sur fonds d'emprunt annexé au budget local du Togo, exercice 1937.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Rambouillet, le 16 septembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ARRETE N° 284 bis portant ouverture de crédits supplémentaires.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 81 modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 6 mai 1937 approuvant le budget spécial sur fonds d'emprunt du Togo;

Sous réserve de ratification en conseil d'administration;
Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

Vu l'urgence;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 27 juin 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts les crédits supplémentaires suivants au budget sur fonds d'emprunt (exercice 1937).

CHAPITRE II

Mesures d'ordre local (personnel) . . . 17.500

CHAPITRE III

Mesures d'ordre local (matériel) . . . 48.000

TOTAL . . . 65.500

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ces crédits supplémentaires par l'annulation suivante :

CHAPITRE PREMIER

Mesures d'ordre général . . . 65.500

ART. 3. — Le présent arrêté qui sera provisoirement exécutoire sous réserve d'approbation ultérieure par décret, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1938.

L. MONTAGNÉ.

Sociétés Indigènes de Prévoyance

ARRETE N° 591 promulguant au Togo le décret du 18 septembre 1938 portant modification au décret du 3 novembre 1934 organisant les sociétés indigènes de prévoyance au Togo.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, promulgué au Territoire par arrêté n° 624 du 7 décembre 1934;

Vu le décret du 31 juillet 1937 promulgué au Togo par arrêté n° 501 du 7 septembre 1937 et celui du 18 septembre 1938, portant modifications au décret susvisé du 3 novembre 1934;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 18 septembre 1938 portant modification au décret du 3 novembre 1934 organisant les sociétés indigènes de prévoyance au Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le sénatus consulte du 3 mai 1854;

Vu le mandat sur le Togo confirmé à la France le 20 juillet 1922 par le conseil de la Société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance au Togo, modifié par le décret du 31 juillet 1937;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le paragraphe 1^{er} de l'article 12 du décret du 3 novembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels agricoles est contrôlé par l'inspecteur des affaires administratives, par les commandants de cercle ou par un fonctionnaire spécialement délégué à cet effet par le Commissaire de la République ».

ART. 2. — L'article 13 du décret du 3 novembre 1934 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 13. — Une commission centrale de surveillance des sociétés indigènes de prévoyance, instituée au chef-lieu du territoire, assiste, à titre consultatif, le Commissaire de la République :

Elle comprend :

Président :

Un administrateur en chef des colonies ou à son défaut un administrateur des colonies.

Membres :

Le chef du bureau des finances.

Le chef du bureau des affaires économiques.

Le chef du service de l'agriculture ou son délégué.

Le chef du service zootechnique ou son délégué.

Un président de société indigène de prévoyance.

Un représentant du commerce.

Deux notables indigènes.

Le président de la commission et les membres non désignés personnellement dans le présent article sont désignés au début de chaque année par décision du Commissaire de la République.

La commission reçoit en communication les rapports des fonctionnaires chargés de contrôler les sociétés; ainsi que tous documents relatifs à leur gestion et à leur programme.

Elle les retourne au Commissaire de la République avec ses suggestions.

ART. 3. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel de la République française et au journal officiel du territoire du Togo et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Rambouillet, le 18 septembre 1938.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Tarifs du chemin de fer

ARRETE fixant la procédure d'homologation des tarifs des chemins de fer du territoire du Togo.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE, HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 9 mai 1937 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer en Afrique occidentale française rendu exécutoires dans les territoires du Togo par décret du 2 mars 1938;

Vu l'approbation ministérielle du 1^{er} octobre 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les tarifs du chemin de fer et du wharf des territoires du Togo sont homologués par le gouverneur général de l'Afrique occidentale française, Haut-Commissaire de la République au Togo, après avis du Commissaire de la République au Togo. Ils font l'objet d'arrêtés publiés au journal officiel du Togo.

ART. 2. — Les projets concernant l'institution de nouveaux tarifs ou les remaniements à apporter aux tarifs et taxes en vigueur, doivent être portés, au minimum, un mois à l'avance, à la connaissance du public, par affiches apposées dans les lieux les plus apparents des gares et stations.

ART. 3. — Les projets visés à l'article 2 ci-dessus sont communiqués à la chambre de commerce pour lui permettre de formuler son avis.

Un délai de trente jours est fixé à ladite assemblée pour faire connaître son avis. Passé ce délai, si elle n'a pas répondu, il sera passé outre.

ART. 4. — Le conseil consultatif du chemin de fer doit être appelé à donner son avis sur les projets relatifs à l'établissement et aux remaniements des tarifs.

ART. 5. — A l'expiration du mois à partir de la date de l'affichage, les nouveaux tarifs pourront être mis en vigueur; si dans l'intervalle le Haut-Commissaire de la République les a approuvés.

Si les modifications sont prescrites par le Haut-Commissaire de la République, les prix modifiés devront être affichés de nouveau et ne pourront être mis en perception qu'un mois après les dates de l'affichage.

Le Haut-Commissaire de la République pourra, en cas d'urgence, autoriser l'application d'un tarif réduit avant l'expiration du délai d'affichage. Dans ce cas, la procédure prévue par les articles 2, 3 et 4 sera limitée à l'affichage du tarif.

ART. 6. — Le Commissaire de la République est chargé de l'exécution du présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures et sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 2 octobre 1938.

Le Haut-Commissaire de la République,
M. DE COPPET.

ARRETE N° 316 modifiant les tarifs du chemin de fer.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf;

Vu la décision ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 homologuant ces tarifs;

Vu l'arrêté n° 329 du 23 juillet 1935 approuvant un tarif pour le transport des colis à la vitesse des trains de voyageurs;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des transports du territoire du Togo;

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer dans sa séance du 7 mai 1938;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 30 mai 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La rédaction actuelle de l'article 19 des tarifs généraux de grande vitesse est abrogée et remplacée par la suivante :

Art. 19. — Les articles de messageries à grande vitesse sont taxés, sans distinction de nature, en tant qu'ils ne contiennent pas de finances, valeurs ou objets d'art, pour lesquels il existe un tarif ad valorem, sur la base ci-après :

2 francs par tonne et par kilomètre.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet, pour compter du jour de sa publication au journal

officiel, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} juin 1938.

L. MONTAGNÉ.

ARRETE N° 317 créant un tarif spécial G. V. 10 pour le transport des colis d'un poids maximum de 50 kilogrammes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf;

Vu la décision ministérielle n° 3514 du 28 octobre 1931 homologuant ces tarifs;

Vu l'arrêté n° 329 du 23 juillet 1935 approuvant un tarif pour le transport des colis à la vitesse des trains de voyageurs;

Sur la proposition du chef du service des travaux publics et des transports du territoire du Togo;

Vu le rapport en conseil consultatif du chemin de fer dans sa séance du 7 mai 1938;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 30 mai 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les colis d'un poids maximum de 50 kilogrammes sont transportés aux prix et conditions suivantes :

I — PRIX

(Frais accessoires, timbre et enregistrement compris)

POUR UN PARCOURS	COLIS jusqu'à 3 kgs.	COLIS au-dessus de 3 jusqu'à 5 kgs.	COLIS au-dessus de 5 jusqu'à 10 kgs.	COLIS au-dessus de 10 jusqu'à 20 kgs.	COLIS au-dessus de 20 jusqu'à 30 kgs.	COLIS au-dessus de 30 jusqu'à 40 kgs.	COLIS au-dessus de 40 jusqu'à 50 kgs.
Jusqu'à 50 kilomètres inclus	2,—	2,—	2,50	3,—	3,—	4,—	5,—
Jusqu'à 100 kilomètres inclus	2,—	2,—	2,50	3,—	4,—	5,—	6,—
Jusqu'à 150 kilomètres inclus	2,—	2,50	3,—	4,—	5,—	6,—	8,—
Jusqu'à 200 kilomètres inclus	2,—	2,50	3,—	5,—	6,—	8,—	9,—
Jusqu'à 250 kilomètres inclus	2,50	3,—	4,—	6,—	7,—	9,—	10,—
Jusqu'à 300 kilomètres inclus	2,50	4,—	5,—	7,—	8,—	10,—	12,—
Jusqu'à 350 kilomètres inclus	3,—	4,—	5,—	8,—	9,—	12,—	13,—
Jusqu'à 400 kilomètres inclus	3,—	5,—	6,—	9,—	10,—	3,—	15,—

II. — CONDITIONS D'APPLICATION.

I. — Le présent tarif est applicable aux marchandises de toute nature à l'exception :

1° — De tous les animaux vivants;

2° — Des matières et objets pour lesquels il existe, dans les tarifs généraux, une taxe ad valorem;

3° — Des matières explosibles, inflammables, vénéneuses, dangereuses et infectes.

Le transport de ces colis n'est accepté qu'en port payé seulement.

III.

L'expédition aux conditions du présent tarif pourra comprendre plusieurs colis, à la condition qu'ils soient réunis en fardeaux, dont les liens seront d'une solidité qui réponde à la durée du transport et aux exigences des manutentions en cours de route. Pour l'application du présent tarif, le fardeau est considéré comme un seul colis.

IV.

Chaque colis, devra être muni, par l'expéditeur d'une étiquette fixée de manière à ne pouvoir se

détacher en cours de route et portant en caractères lisibles et indélébiles :

Le nom et l'adresse de l'expéditeur.

Le nom et l'adresse du destinataire.

V.

Les délais pour le transport de ces colis seront ceux prévus à l'article 70 des tarifs généraux de grande vitesse, majorés de 12 heures.

VI.

Les prix du présent tarif ne seront appliqués qu'autant que l'expéditeur aura établi une déclaration d'expédition d'un modèle spécial qui lui sera fournie par le chemin de fer. La remise de la déclaration implique l'acceptation, par l'expéditeur, de toutes les conditions du présent tarif.

Chaque colis donne lieu à l'établissement d'une déclaration d'expédition.

VII.

Les conditions générales d'application des tarifs généraux de grande vitesse sont applicables aux expéditions effectuées aux conditions du présent tarif, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions particulières prévues ci-dessus.

ART. 2. — L'arrêté n° 329 du 23 juillet 1935 est rapporté.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet, pour compter du jour de sa publication, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} juin 1938.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvés par lettre-avion n° 1193 S. T. du 16 octobre 1938 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo).

Indemnités

ARRETE N° 486 supprimant le prélèvement de 20% sur les indemnités encore soumises à cette réduction.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 12 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les arrêtés du 24 novembre 1934 portant réduction d'indemnités;

Vu les décrets du 11 juillet 1936 et 23 juillet 1937 modifiant le décret du 12 mars 1910 et tous arrêtés d'application;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 25 août 1938;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. Le prélèvement de 20% sur les indemnités encore soumises à cette réduction est supprimé.

ART. 2. — Cette mesure entrera en vigueur à compter du 1^{er} avril 1938.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 août 1938.

L. MONTAGNÉ.

(Approuvé par dépêche ministérielle n° 3315/s en date du 3 octobre 1938).

Dispensaire Paul Kalipé

ARRETE N° 581 bis donnant le nom de « Dispensaire Paul Kalipé » à la formation sanitaire de Vogan.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Attendu que M. Paul Kalipé, Chevalier de la Légion d'honneur et chef du canton de Vogan, a, par son action personnelle, contribué de la manière la plus efficace à la construction de la formation sanitaire de Vogan et au succès de l'assistance médicale indigène dans le pays de Vogan;

Considérant qu'il importe de récompenser les efforts désintéressés du chef Paul Kalipé en lui rendant un hommage public;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La formation sanitaire de Vogan portera désormais le nom de « Dispensaire Paul Kalipé ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 16 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Surtaxes aériennes

ARRETE N° 582 fixant les surtaxes aériennes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 4 juin 1937, fixant les surtaxes aériennes;

Vu l'arrêté du 10 novembre 1937, fixant les surtaxes à appliquer aux correspondances-avion à destination de l'Amérique du Sud et de l'Amérique Centrale;

Vu le décret du 21 juillet 1938, fixant pour la métropole les surtaxes des correspondances à destination des pays de l'Amérique du Sud, de l'Amérique Centrale et des Antilles;

Vu la lettre AVS 13/568/38 du 19 août 1938, de M. le ministre des P. T. T.;

Vu l'arrêté du 17 septembre 1938 fixant les surtaxes des correspondances-avion à destination de la France et de la Corse;

Vu la lettre 5236/C. F. du 28 septembre 1938, du directeur de la Régie Air Afrique informant du changement du coefficient du franc-or porté à 11,5;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les correspondances-avion à destination des pays désignés au tableau ci-après

acquittent obligatoirement au départ du Togo en sus des taxes postales ordinaires de toute nature, les surtaxes aériennes fixées comme suit :

DEPART DU TOGO A DESTINATION DE	Lettres, cartes postales et paquets clos.	AUTRES OBJETS
	Par 5 grammes ou fraction de 5 grs.	Par 25 grammes ou fraction de 25 grs.
1° — Colonies de l'A. O. F.	Fr. 1,00	Fr. 1,00
2° — France et Corse . . .	2,50	2,50
3° — Espagne et Portugal.	2,00	2,00
4° — Maroc, Algérie, Tunisie :		
a) Voie Air-France .	1,50	1,50
b) Voie Air-Afrique .	2,00	2,00
5° — Rio de Oro	1,50	1,50
6° — Afrique Equatoriale Française :		
a) Voie Aéromaritime .	1,50	1,50
b) Voie Air-Afrique .	2,50	2,50
7° — Congo Belge :		
a) Voie Aéromaritime .	1,50	1,50
b) Air-Afrique	2,50	2,50
8° — Camérout	1,50	1,50
9° — Madagascar Réunion	3,00	3,00
10° — Mozambique	2,00	2,00
11° — Rodhésie	2,00	2,00
12° — Colonies étrangères situées sur le parcours aérien Dakar-Cotonou	1,00	1,00
13° — Colonies étrangères situées sur le parcours Cotonou-Brazzaville	1,50	1,50
14° — Brésil, Uruguay, Argentine	16,00	16,00
Pour tous objets par 5 grammes ou fraction de 5 grammes.		
15° — Bolivie, Pérou, Equateur, Colombie, Guyanes, Française, Hollandaise, Anglaise, Vénézuéla, Trinité . . .	16 francs.	
16° — Martinique, Guadeloupe, Antigua, Iles Vierges, Porto-Rico, République Dominicaine, Haïti	16 —	
17° — Panama, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Nicaragua, Honduras (République) Honduras Britannique	16 —	

ART. 2. — Pour les pays situés au-delà de la France, la surtaxe totale à appliquer comprend :

1° — La surtaxe aérienne afférente au parcours Togo-France;

2° — La surtaxe aérienne perçue au départ de France.

ART. 3. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté, applicable à compter du 1^{er} novembre 1938 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Communications téléphoniques

ARRETE N° 583 ouvrant certains bureaux gares aux communications téléphoniques privées.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 70 du 28 janvier 1929 réglementant les opérations des bureaux de postes, télégraphes et téléphones gérés par les gares du chemin de fer du Togo;

Vu l'arrêté n° 428 du 31 juillet 1937 portant relèvement des taxes postales, télégraphiques et téléphoniques du régime intérieur, franco-colonial et intercolonial;

Sur la proposition du chef du service des P. T. T. après avis du chef du service des travaux publics et des transports;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} novembre 1938 les bureaux gares énumérés ci-après seront ouverts aux communications téléphoniques privées :

Agou, Assahun, Blitta, Noépé, Nuatja, Porto-Segouro et Tsévié.

ART. 2. — La taxe de l'unité de conversation (3 minutes) est fixée ainsi qu'il suit :

1° — Conversations locales (taxe unitaire de jour et de nuit) 0,65

2° — Conversations interurbaines échangées (taxe unitaire) :

Jusqu'à 100 kilomètres 4,—

Au-dessus de 100 kilomètres : 4 f, 00 pour les 100 premiers kilomètres, plus 1 f, 00 par 100 kilomètres ou fraction de 100 kilomètres en excédent.

En outre une taxe de 1 f, 50 pour avis d'appel devra obligatoirement être acquittée par le demandeur.

ART. 3. — Les heures normales où pourront être servies les communications privées sont fixées ainsi qu'il suit :

De 7 h. 30 à 11 h. 30;
et de 14 h. à 17 h.

ART. 4. — Le service du chemin de fer conserve la priorité des communications sur ses propres lignes.

ART. 5. — Le trafic officiel et privé ne donne lieu à aucun échange de comptabilité entre les deux services intéressés chacun conservant intégralement le produit des taxes encaissées par lui.

ART. 6. — Le chef du service des transports et le chef du service des P. T. T. sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Organisation administrative

ARRETE N° 585 prononçant le rétablissement du cercle d'Anécho.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 395 en date du 4 septembre 1935 portant réorganisation des circonscriptions administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 396 en date du 4 septembre 1935 portant constitution du cercle du sud;

Vu le télégramme n° 197 S. T. en date du 12 octobre 1938 du Gouverneur Général de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La subdivision d'Anécho est détachée du cercle du sud et constituée en cercle d'Anécho pour compter du 24 octobre 1938.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Sociétés Indigènes de Prévoyance

ARRETE N° 586 portant approbation de rôles supplémentaires 1938, des cotisations de certaines sociétés indigènes de prévoyance du Territoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux Sociétés Indigènes de prévoyance au Togo, modifié par le décret du 31 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 552 en date du 7 octobre 1937 relatif au fonctionnement des Sociétés Indigènes de prévoyance, modifié par l'arrêté n° 116 du 24 février 1938;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires 1938 des cotisations des sociétés indigènes de prévoyance du Territoire dont le détail suit :

Société indigène de prévoyance de Lama-Kara :

1^{er} Rôle — Deux cent soixante deux francs.

2^e Rôle — Mille cent francs.

3^e Rôle — Cinquante six francs.

Société indigène de prévoyance de Mango :

1^{er} Rôle — Mille vingt francs.

2^e Rôle — Mille huit cent soixante quinze francs.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

Coupons-réponse internationaux

ARRETE N° 589 fixant le prix de vente des coupons-réponse internationaux.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 10 août 1938 fixant le prix de vente des coupons-réponse internationaux;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} novembre 1938, le prix de vente des coupons-réponse internationaux est fixé à quatre francs.

ART. 2. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

ART. 3. — Le chef du service des P. T. T. est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 24 octobre 1938.

L. MONTAGNÉ.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectations

Par décisions n°s 759, 760, 761, 762, 773 et 775 des :
20 octobre 1938. — M. Roche, administrateur de 3^e classe des colonies, est nommé commandant du cercle d'Anécho et président du tribunal criminel et du tribunal du deuxième degré d'Anécho.

M. de Pedrals, administrateur-adjoint de 3^e classe des colonies, est affecté au cercle du sud avec résidence à Lomé.

M. Poinot, lieutenant vétérinaire, attendu à Lomé par paquebot « Hoggar » du 21 octobre 1938 est chargé des fonctions d'inspecteur vétérinaire et de l'élevage avec résidence à Mango. Il est à ce titre le conseiller technique du Commissaire de la République pour tout ce qui concerne les questions zootechniques.

M. Piriou, médecin-capitaine des troupes coloniales, est chargé cumulativement avec ses fonctions de chef du sous-secteur du cercle de Mango de la lutte contre la trypanosomiase, des fonctions de chef par intérim de la subdivision sanitaire de Mango.

Les fonctionnaires attendus par le « Canada » le 30 octobre 1938, reçoivent les affectations suivantes :

M. Robin, ingénieur d'agriculture, est nommé chef de la circonscription agricole du centre avec résidence à Atakpamé.

Il est chargé en outre des fonctions intérimaires de chef du service de l'agriculture ainsi que des fonctions de la circonscription du coton.

M. Fréau, adjoint de 1^{re} classe des services civils, est affecté au cercle d'Anécho et nommé président du tribunal du 1^{er} degré d'Anécho. En attendant son arrivée, l'intérim des fonctions de président du tribunal sera exercé par M. Bancel, commis des services civils.

M. Degoul, commis des services civils, est nommé agent spécial à Lama-Kara, comptable-matières et surveillant-chef de la prison, en remplacement de M. le Glatin, adjoint des services civils en instance de départ en congé.

M. Gaillaguet, conducteur principal d'agriculture, est nommé chef de la circonscription agricole de Mango.

M. Horard Gustave, aide-conducteur d'agriculture, est affecté à la circonscription agricole du centre et détaché dans la subdivision de Klouto comme conseiller technique du chef de subdivision auprès de la société indigène de prévoyance.

25 octobre 1938. — M. Urvois, médecin-commandant du corps de santé des troupes coloniales, est nommé médecin-chef de l'hôpital de Lomé et chef du service de santé du Togo.

M. Gourmelon, médecin-commandant du corps de santé des troupes coloniales, est nommé médecin-résident de l'hôpital de Lomé.

M.M. Lagardère, médecin-capitaine, et Depoutre, médecin-lieutenant du corps de santé des troupes coloniales, sont mis à la disposition du médecin-chef de l'hôpital de Lomé chef du service de santé pour servir provisoirement à Lomé et dans les subdivisions sanitaires de Lomé et de Tsévié.

26 octobre 1938. — M. Valentin, administrateur-adjoint des colonies, est nommé chef de la subdivision de Tsévié, président du tribunal de premier degré et directeur de la prison de Tsévié.

M. Bancel, commis de 1^{re} classe des services civils, en service à Anécho est nommé agent spécial de la subdivision de Tsévié avec résidence à Tsévié.

M. Bancel remplira également les fonctions de surveillant-chef de la prison et de comptable-matières.

M. Guerin, adjoint principal de 2^e classe des services civils, attendu à Lomé sur paquebot « Foucauld » du 4 novembre 1938, est nommé agent spécial du cercle d'Anécho.

M. Guerin remplira également les fonctions de surveillant-chef de la prison et de comptable-matières.

M. Perret, adjoint principal hors classe des services civils, est nommé chef p.i. de la subdivision de Lomé et président du tribunal de premier degré de Lomé.

M. Roth, adjoint principal des services civils, est nommé agent intermédiaire de la subdivision de Lomé. Il remplira également les fonctions de secrétaire de la mairie de Lomé, de gérant du magasin de la commune-mixte de Lomé et de comptable-matières des magasins de la subdivision de Lomé.

M. Darnois, adjoint principal des services civils, en service au bureau des finances, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles dépositaire comptable des logements du chef-lieu (service local).

Affectation spéciale-classement

Par décision en date du 22 septembre 1938, du Gouverneur des colonies, Commissaire de la République au Togo :

Mr. Mouragues (Albert) sous-lieutenant de réserve d'infanterie coloniale au B. T. S. N° 8, appartenant à la classe 1919/1928, du recrutement de Perpignan,

administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies, chef de cabinet du Commissaire de la République au Togo, est classé dans l'affectation spéciale pour une durée de trois mois au titre du tableau n° 2 (services du commissariat).

Par décisions des 3 et 7 octobre 1938 du Gouverneur des colonies, Commissaire de la République au Togo :

Mr. Eychenne (Raymond-Marie-Alexandre) sous-lieutenant de réserve d'infanterie coloniale au B. T. S. N° 8, appartenant à la classe 1918/1924, du recrutement de la Seine (6^e bureau), commerçant et président de la chambre de commerce du Togo, est classé dans l'affectation spéciale pour une durée de trois mois au titre du tableau n° 5 (entreprises commerciales).

Mr. Siro (Joseph-Armand) lieutenant de réserve d'infanterie coloniale au B. T. S. N° 8, appartenant à la classe 1903/1909, du recrutement d'Auxonne (Côte-d'Or), instituteur principal hors-classe, chef du service de l'enseignement et directeur d'écoles, est classé dans l'affectation spéciale pour une durée de deux mois au titre du tableau n° 2 (service de l'enseignement).

DIVERS

Création de société

Par arrêté n° 588 du :

22 octobre 1938. — Est autorisée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la création d'une société dénommée « Association des Conducteurs de Voitures Automobiles » dont le siège est à Lomé chez Monsieur Ludwig Occansey, rue d'Amoutivé.

Sont approuvés les statuts de cette société tels qu'ils sont annexés au présent arrêté.

ENSEIGNEMENT

Certificat de fin d'études primaires élémentaires

Par décisions nos 770 et 772 des :

24 octobre 1938. — Les épreuves écrites du certificat de fin d'études primaires élémentaires auront lieu dans les centres de Lomé, Anécho, Atakpamé, Palimé, Sokodé et Mango, le 21 novembre 1938 à partir de 7 h. 30.

Les épreuves orales du certificat de fin d'études primaires élémentaires auront lieu dans les centres de Lomé, Anécho, Atakpamé, et Palimé. Les candidats des centres de Sokodé et de Mango seront dirigés en temps utile sur Atakpamé.

La commission centrale prévue à l'article 12 de l'arrêté n° 22 du 17 janvier 1936 est composée comme suit :

M. M. Siro, chef du service de l'enseignement	Président,
Boni, procureur de la République, fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République,	Vice-président
M ^{me} Siro, directrice de l'école ménagère de Lomé;	Membres
M. M. Combes, chef du secteur scolaire d'Anécho;	
Pallarès, chef du secteur du centre;	
Beuter, instituteur chargé de cours au cours complémentaire;	
Johnson Romuald, instituteur du cadre secondaire de l'A. O. F.	

M.M. F. de Souza, membre du conseil d'administration, désigné par le Commissaire de la République;
 Nouvelon, directeur des écoles de la Mission Evangélique;
 Le R. P. Riegert, directeur des écoles de la Mission Catholique;
 M^{me} La directrice de l'école de Notre Dame des Apôtres;

Membres

Elle se réunira à Lomé sur la convocation de son président pour procéder à la correction des épreuves écrites.

La décision n° 233 du 30 mars 1938 est abrogée en ce qui concerne la date de l'examen du certificat de fin d'études primaires élémentaires.

Du 25 octobre 1938. — Les commissions locales prévues à l'article 10 de l'arrêté n° 22 du 17 janvier 1936 et chargées de faire subir les épreuves orales du certificat de fin d'études primaires élémentaires pour la session de 1938 comprendront les membres permanents suivants :
 M. M. Siro, chef du service de l'enseigne-

ment *Président.*

Le capitaine Le Port, chef du service de l'éducation physique et des sports;
 Nouvelon, directeur des écoles de la Mission Evangélique

Membres

Pour les centres de : Lomé, Anécho et Palimé.

Logement et ameublement

Par arrêté n° 587 du :

20 octobre 1938. — L'annexe n° 2 « bâtiments provisoires » de l'arrêté n° 29 du 9 janvier 1938 est complétée ainsi que suit en ce qui concerne le nombre de pièces.
 Logement de la gare à Atakpamé, ajouter : 2 pièces

Prêt d'honneur

Par arrêté n° 584 du :

20 octobre 1938. — Il est consenti à Mr. Norbertus Agbota Anthony, notable à Lomé, un prêt d'honneur de dix mille francs (10.000 francs), payable en une fois, pour lui permettre d'aider le jeune Anthony Ernest à poursuivre ses études au collège Sainte-Barbe à Paris.

La dépense sera imputée provisoirement au chapitre XVIII — article 1^{er} — paragraphe 2 — (avances à divers — budget local — exercice 1938.

Le remboursement de ce prêt sera effectué par Mr. Norbertus Agbota Anthony à compter du 1^{er} janvier 1939 et à raison de deux mille cinq cents (2.500 francs) par an, dans les conditions fixées par l'article 166 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies.

Les versements auront lieu dans le courant du premier mois de chaque année.

Prix de gros de diverses marchandises

			1 ^{er} Oct. 1938	8 Oct. 1938
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	308,—	308,—
Avoines	—	—	108,—	102,—
Seigles de Beauce (départ)	—	—	—	121,50
Orge de Beauce (départ)	—	—	—	126,—
Maïs Indochine	Marseille	—	116,75	115,25
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	52,58	52,58
Riz, Saïgon n° 1	Le Havre	—	163,50	161,50
Pâtes alimentaires, 1 ^{re} choix	Lyon	—	635,—	635,—
Bœuf	La Villette	kg.	9,20	10,10
1 ^{re} — qualité	—	—	8,20	8,80
2 ^{re} — qualité	—	—	13,30	15,10
Veau	—	—	12,20	14,—
1 ^{re} — qualité	—	—	16,90	17,80
2 ^{re} — qualité	—	—	14,—	14,60
Mouton	—	—	13,—	13,72
1 ^{re} — qualité	—	—	12,14	12,86
2 ^{re} — qualité	—	—	—	—
Vin rouge, Béziers 9°	—	Le degré hectol.	—	—
Beurres	Paris	kg.	23,97	25,12
Charente, Poitou	—	—	23,02	24,68
Normandie, (centr.)	—	—	15,—	14,87
Fromages	—	—	12,17	12,—
Comté	—	—	—	—
Port-salut	—	—	—	—
Huile arachide supérieure	Marseille	100 kgs.	515,—	510,—
Huile d'olive Tunisie	—	—	—	—
Sucre	Paris	—	308,75	302,75
Blanc n° 3	Lyon	—	527,50	517,50
Raffiné	Le Havre	50 kgs.	239,25	234,50
Café Santos good à l'entrepôt	—	—	241,50	240,50
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt	—	—	—	—
Fonte de moulage n° 3	Base Longwy	la tonne	598,—	598,—
Aciers marchands	Paris	100 kgs.	157,—	157,—

			1 ^{er} Oct. 1938	8 Oct. 1938
Cuivre en lingots	Le Havre	Kgs.	995,—	1.034,—
Etain Détroits	—	—	4.320,—	4.291,—
Plomb, marques ordinaires	—	—	365,—	369,—
Zinc, bonnes marques	Le Havre ou Paris	—	346,—	355,50
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord	—	la tonne	169,84	169,84
Coton américain	Le Havre	50 kgs.	427,—	441,50
Laine peignée	Roubaix	—	38,—	39,—
Lin de Russie C. A. F. ports français	—	100 kgs.	1.299,—	1.325,—
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe	—	—	595,—	595,—
Jute First mark, C. A. F. ports français	—	—	345,—	347,—
Soie grège Cévennes	Lyon	kg.	161,—	166,—
Peaux de { Bœufs moyens	Paris	50 kgs.	301,32	304,78
{ Bœufs Rio de Janeiro, salés	Le Havre	—	255,—	255,—
Cuir à semelle	Paris	kg.	38,50	38,50
Suif indigène	—	100 kgs.	280,—	280,—
Alcool dénaturé	—	hectolitre	365,—	365,—
Carbonate de soude	—	100 kgs.	98,—	98,—
Nitrate de soude synthétique	Dunkarque	—	122,50	122,50
Benzol	Paris	—	168,03	168,03
Bois de { Sapin madrier	—	le mètre	9,70	9,70
{ Chêne	—	le m3.	630,—	630,—
Caoutchouc	—	kg.	13,50	14,85
Savon blanc extra 72%	Marseille	100 kgs.	345,—	345,—
Sulfate de cuivre	Bordeaux	—	—	—
Ciment Portland artificiel	Départ usine	la tonne	287,60	287,60

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

ACTIVITÉ

DE

chacune des sections

DE LA

SOCIÉTÉ DE PRÉVOYANCE D'ATAKPAME

La Société Indigène de Prévoyance d'Atakpamé groupe 22.225 sociétaires répartis en cinq sections correspondant aux collectivités d'un même canton ou de plusieurs cantons de moindre importance.

Nous donnerons successivement :

1^o — Un aperçu général de la situation économique;

2^o — Un examen détaillé de l'activité des sections et de leurs ressources.

*
*
*

Considérations Générales

1^o — PRODUCTION VIVRIÈRE

Cultures vivrières. — Les produits vivriers cultivés par les indigènes sont : l'igname, le maïs, le riz de montagne et les haricots. Ces produits sont cultivés en quantité largement suffisante pour assurer la nourriture des indigènes.

a) L'igname donne même lieu à une exportation assez importante vers les cercles du Sud, de la région d'Atakpamé, Dadja. Il est difficile d'évaluer la quantité du produit exporté, l'exportation ayant lieu le plus souvent par des indigènes isolés ou voyageant par la voie ferrée. Les expéditions régulières de la dernière récolte faites par voie ferrée seulement ont atteint 106 tonnes.

Le prix moyen de l'igname achetée sur place est de 0 f., 30 le kilo.

b) Le maïs donne lieu aussi à une exportation importante (3.706 tonnes pendant la campagne 1937-1938).

c) Le riz de montagne est cultivé dans la chaîne de l'Akposso pour les besoins de l'indigène.

d) Les haricots Niebé font l'objet d'exportation assez importante vers Lomé (40 tonnes en 1937).

2^o — PRODUCTION INDUSTRIELLE

1^o — *Palmistes.* — Le palmier à huile croît à l'état naturel un peu partout dans le Cercle : mais son habitat préféré est l'Akposso ou les vallées humides et constamment arrosées lui assurent des conditions favorables d'existence. Les vallées du Mono, de l'Anié, du Bas-Amou, du Bas-Amoutchou, du Shio et du Haho offrent aussi des peuplements assez importants de palmiers à huile à l'état naturel.

En 1937-1938, 500 tonnes d'amandes de palme ont été achetées par les maisons de commerce d'Atakpamé.

Le prix moyen des amandes de palme est de 0 f., 87 le kilogramme.

2^o — *Coton.* — Les plantations de coton se trouvent principalement dans 3 régions : Nuatja, Atakpamé, Kpessi. La production a été en 1937-1938 de 4.382.336 kilogrammes.

La qualité qui laissait à désirer ces dernières années est en voie d'amélioration, grâce à la sélection faite par les soins de la Société.

Le prix moyen du coton en 1937-1938 a été de 1 f., 00 le kilo.

3^o — *Cacao*. — La culture du cacao est cantonnée dans la partie montagneuse de la Subdivision : Akposso-Akébou. Les vallées humides et bien arrosées de cette région, avec leurs immenses arbres d'ombrage offrent à cette fin des terrains privilégiés. Les indigènes montrent un engouement pour cette culture, qui est d'ailleurs en progression marquée.

De juillet 1937 à juin 1938, il a été acheté 1.150 T. de cacao. Dans ce chiffre, ne sont pas comprises les quantités assez importantes de cacao, qui, de la région Sodo, Kitchibo, Tomegbé descendent directement vers le Sud sans passer par Atakpamé. Les indigènes de l'Adélé commencent également à faire des pépinières de cacaoyers.

Le prix moyen du cacao a été en 1937-1938 de 2 f., 45 le kilo.

4^o — *Café*. — Cette culture datant de quelques années seulement, prend de l'extension. La production est passée de 12 t., 250 (juillet 1936 — juin 1937) à 31 tonnes (juillet 1937 — juin 1938). Le Niaouli est cultivé principalement au pied du plateau de l'Akposso et l'Arabica sur le plateau même.

Le prix moyen du café a été en 1938 :

Arabica 6,17
Niaouli 5,45

5^o — *Arachides*. — Cette culture est peu développée dans la Subdivision, 6 tonnes seulement ont été vendues au commerce en 1938, contre 60 en 1937.

Le prix moyen a été de 1 f., 10 le kilogramme (décortiquées).

6^o — *Ricin*. — Sa culture est localisée à la région de l'Est Mono du canton de Nuatja. La production est en sensible augmentation, 60 tonnes en 1937; 149 tonnes en 1938. Prix moyen : 0 f., 90 le kilogramme.

7^o — *Caoutchouc*. — Les lianes à caoutchouc (*Landolphia*) se trouvent principalement dans l'Akposso et l'Adélé et sont l'objet d'une petite exploitation de la part des indigènes. Mais les procédés qu'ils emploient donnent de médiocres résultats.

Il a été exporté en 1937-1938 4 tonnes de caoutchouc au prix moyen de 4,30 le kilo.

8^o — KARITÉ

Produit secondaire; cueilli principalement dans les régions de l'Adélé et de Kpéssi.

Achats en 1937 : 14 tonnes (noix).

III^o — ELEVAGE

La subdivision d'Atakpamé n'est pas une région favorable à l'élevage, par suite de la présence des tsé-tsé.

Le petit bétail est assez abondamment représenté par les moutons, chèvres ou porcs.

Recensement approximatif . . . } Moutons 15 à 18.000
Chèvres 10 à 12.000
Porcs 3 à 4.000

IV^o — CHASSE ET PÊCHE

La chasse et la pêche ne donnent pas lieu à des transactions très importantes. Cependant un commerce assez actif de viande sèche provenant de la chasse aux agoutis a lieu chaque année au moment de l'Pharmattan entre le sud de la subdivision et Lomé.

Quant à la pêche en rivière, elle est peu pratiquée.

Considérations particulières

I. — Section d'Atakpamé

Comprend les cantons . . . } Atakpamé-Nyanya
Atakpamé-Voudou
Atakpamé-Djama

Superficie approximative : 4.000 km².

Population : 20.722 habitants.

Densité moyenne : 5 habitants au km².

Terres cultivées : 200 km² environ.

Nombre de sociétaires : 6.425.

Personnel — Un secrétaire et 3 secrétaires adjoints, deux surveillants d'arachides.

Un piqueur } de pépinières

Quinze manœuvres }

Matériel : — Un moto-concasseur (en commun avec la section de l'Akposso).

Production :

PRODUITS	1936 — 1937		1937 — 1938	
	Tonnage	Cours	Tonnage	Cours
Coton	1.200	1.110	1.100	1.000
Mais	1.200	440	1.000	500
Palmistes	100	880	75	870
Café (Niaouli)	06	473	1,5	545

II. — Section de l'Akposso

Comprend les cantons . . . } Akposso-Nord
Akposso-Sud
Akébou

Superficie approximative : 4.500 km².

Population : 32.260 habitants.

Densité moyenne : 7 au km².

Terres cultivées : 300 km² environ.

Nombre de sociétaires : 7.622.

Personnel : — Un secrétaire et 3 secrétaires adjoints.

4 piqueurs } de pépinières

12 manœuvres }

Matériel : — Un moto concasseur (en commun avec la section d'Atakpamé, quatre décortiqueuses à café (à bras).

Production :

PRODUITS	1936 — 1937		1937 — 1938	
	Tonnage	Cours	Tonnage	Cours
Cacao	500	3.170	1.150	2.440
Café	11	Arabica : 572 Niaouli : 473	28	Arabica : 617 Niaouli : 545
Coton	600	1.110	600	1.000
Mais	900	440	900	500
Palmistes	270	880	300	870
Caoutchouc	4	2.770	2	4.300

III. — Section de Nuatja

Comprend le canton de Nuatja :

Superficie approximative : 4.000 km².

Population : 14.720 habitants.

Densité moyenne : 3,7 au km².

Terres cultivées : 150 km² environ.

Nombre de sociétaires : 4.232.

Personnel :

Un secrétaire et un secrétaire-adjoint.
1 piqueur et 2 manœuvres de pépinière.

Matériel :

5 décortiqueuses à arachides (à bras).
1 moto-décortiqueur } en commun avec les sections
1 densitricur } d'Atakpamé et Kpessi.

Production :

PRODUITS	1936 — 1937		1937 — 1938	
	Tonnage	Cours	Tonnage	Cours
Coton	1.262,064	1.100	1.382,336	1.000
Palmistes	30,388	880	29,684	870
Maïs	422,926	440-520 ⁽¹⁾	556,448	500-790 ⁽¹⁾
Ricin	59,995	800	148,719	900

IV. — Section de Kpessi

Comprend le canton de Kpessi :
Superficie approximative : 4.000 km².
Population : 8.339 habitants.
Densité moyenne : 2 h. au km².
Terres cultivées : 85 km² environ.
Nombre de sociétaires : 2.654.

Personnel :

Un secrétaire et deux secrétaires-adjoints.
Un surveillant d'arachides.

Matériel :

Un moto-décortiqueur } en commun avec les sections
arachides. }
Un densitricur. } d'Atakpamé et de Nuatja.

(1) Le premier chiffre est le prix d'achat par le Commerce.
Le deuxième chiffre est le prix de la vente au détail sur les marchés.

Production :

PRODUITS	1936 — 1937		1937 — 1938	
	Tonnage	Cours	Tonnage	Cours
Coton	1.000	1.100	1.000	1.000
Maïs	1.000	440-520	1.000	500-790
Palmistes	70	880	60	870
Karité	40	—	6	—

V. — Canton d'Adélé-Blitta

Comprend le canton de l'Adélé et le groupement Blitta :

Superficie approximative : 500 km².
Population : 5.050 habitants.
Densité moyenne : 10 h. au km² environ.
Terres occupées : 50 km² environ.
Nombre de sociétaires : 1.292.

Personnel :

1 secrétaire et un secrétaire-adjoint.
1 piqueur.

Matériel : néant.

Production :

PRODUITS	1936 — 1937		1937 — 1938	
	Tonnage	Cours	Tonnage	Cours
Coton	300	1.100	300	1.000
Maïs	250	440-520	250	500-790
Palmistes	45	880	35	870
Café	0.6	Arabica : 572 Niaouli : 478	1,5	Arabica : 612 Niaouli : 545
Caoutchouc	4	2.770	2	4.300
Karité	50	—	8	—